

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2015/31099]

24 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 17 juillet 2013 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit:

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté:

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'Accord de coopération du 17 juillet 2013 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

Annexe

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur

Préambule

Vu les articles 1^{er}, 39 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 92bis, § 1^{er};

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 42 et 63, modifiée par la loi spéciale du 5 mai 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 55bis;

Vu la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur;

Considérant que les Parties souhaitent impliquer les provinces et les communes dans cette collaboration,

Entre :

L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral en la personne de M. E. Di Rupo, Premier Ministre, M. J. Vande Lanotte, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord, Mme S. Laruelle, Ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture, et M. O. Chastel, Ministre du Budget et de la Simplification administrative;

La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de M. K. Peeters, Ministre-Président du Gouvernement flamand, et Ministre de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité;

La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française en la personne de M. R. Demotte, Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française;

La Communauté germanophone représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne de M. K.-H. Lambertz, Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone et Ministre des Pouvoirs locaux;

La Commission communautaire commune, représentée le Collège réuni de la Commission communautaire commune, en la personne de M. R. Vervoort, Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de M. K. Peeters, Ministre-Président du Gouvernement flamand, et Ministre de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité;

La Région wallonne représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de M. R. Demotte, Ministre-Président du Gouvernement wallon, et M. J.-C. Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Economie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne de M. R. Vervoort, Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et Mme C. Frémault, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, du Commerce extérieur et de la Recherche scientifique;

La Commission communautaire française, représentée par le Collège de la Commission communautaire française, en la personne de M. C. Doukeridis, Ministre-Président du Collège de la Commission communautaire française;
 Ci-après dénommés communément les Parties,
 Est convenu ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Introduction*

Objectif et objet

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent accord de coopération a pour objet l'exécution partielle de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relatif aux services dans le marché intérieur.

§ 2. Le présent accord de coopération est directement applicable au territoire de toutes les Parties concernées par le présent accord.

Sauf dispositions contraires, le présent accord de coopération s'applique sans préjudice de l'application des législations en vigueur au sein de chaque Partie au présent accord.

Définitions

Art. 2. Au sens du présent accord de coopération, l'on entend par :

1° « Directive services » : La Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur;

2° « Prestataire » : toute personne physique ressortissante d'un Etat membre, ou toute personne morale visée à l'article 54 du Traité et établie dans un Etat membre, qui offre ou fournit un service relevant du champ d'application de la directive services;

3° « Destinataire » : toute personne physique ressortissante d'un Etat membre ou qui bénéficie de droits qui lui sont conférés par des actes communautaires, ou toute personne morale visée à l'article 54 du Traité et établie dans un Etat membre, qui, à des fins professionnelles ou non, utilise ou souhaite utiliser un service;

4° « Banque-Carrefour des entreprises » : registre défini à l'article 3 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets d'entreprises agréés et portant diverses dispositions,

5° « Permis » : toute procédure qui a pour effet d'obliger un prestataire ou un destinataire à faire une démarche auprès d'une autorité compétente en vue d'obtenir un acte formel ou une décision implicite relative à l'accès à une activité de service ou à son exercice.

CHAPITRE 2. — *Screening et rapportage*

Art. 3. Chacune des Parties concernées par le présent accord de coopération est responsable de l'examen correct et complet de sa réglementation propre en exécution des articles 5, 9, 10, 15, 16 et 25 de la directive services et du rapportage visé aux articles 15, alinéa 7, et 39 de la directive services.

Art. 4. La Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone sont responsables de la coordination de la mise en oeuvre de la directive services par les administrations locales et provinciales sur lesquelles elles exercent la tutelle administrative.

CHAPITRE 3. — *Guichets uniques*

Généralités

Art. 5. § 1^{er}. Les tâches du guichet unique, décrites aux articles 6, 7 et 8 de la directive services, sont confiées par les Parties contractantes aux guichets d'entreprises agréés en application de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets d'entreprises agréés et portant diverses dispositions. En ce qui concerne les tâches supplémentaires confiées en application du présent accord, les guichets d'entreprises seront dénommés ci-après « guichets uniques ».

§ 2. Chacune des Parties participe, via la création d'une Commission commune d'agrément, au sens de l'article 6 de ce présent accord de coopération, aux procédures d'agrément, de contrôle, de surveillance et de retrait ou de suspension éventuels de l'agrément d'un guichet unique.

§ 3. En guise de mesure transitoire, les guichets d'entreprises qui étaient agréés en date du 9 septembre 2008, sur la base de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets d'entreprises agréés et portant diverses dispositions, sont agréés de plein droit en tant que guichet unique jusqu'au 31 décembre 2014 inclus, aux conditions telles qu'applicables le jour de l'agrément.

Composition et missions de la Commission commune d'agrément

Art. 6. § 1^{er}. La Commission commune d'agrément est composée de représentants des différentes Parties contractantes.

Chaque Partie dispose d'une voix.

§ 2. La présidence et le secrétariat de la Commission commune d'agrément sont assurés par la Direction générale de la Politique des P.M.E. du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

§ 3. La Commission commune d'agrément est chargée des missions suivantes :

- la rédaction d'un cahier des charges commun pour ce qui concerne les missions attribuées aux guichets d'entreprises en exécution du présent accord de coopération;
- la remise d'avis contraignants sur l'agrément, le retrait ou la suspension de l'agrément des guichets d'entreprises en ce qui concerne les tâches du guichet unique;
- la remise d'avis concernant la coordination horizontale générale du contrôle et de la surveillance des guichets d'entreprises, sans pour cela affecter les compétences en la matière de chacune des Parties.

§ 4. La Commission commune d'agrément décide par consensus.

Les Parties s'engagent à observer et à appliquer les décisions du Comité.

En l'absence de décision, le dossier est présenté à l'Organe consultatif central « Directive services » établi en application de l'article 25 du présent accord de coopération.

Compétences des guichets uniques

Art. 7. § 1^{er}. Chaque Partie contractante détermine, dans les limites de ses compétences, les procédures, formalités et autorisations qui peuvent être gérées via les guichets uniques, étant entendu qu'il s'agit au minimum des procédures, formalités et autorisations relevant du champ d'application de la directive services.

Pour chacune des procédures, formalités ou autorisations visées à l'alinéa premier, la Partie compétente détermine l'ampleur de la mission du guichet unique ainsi que les actions qui sont attendues dans le chef du guichet unique.

§ 2. Chacune des Parties fournit la liste des missions confiées en exécution du paragraphe précédent au secrétariat de la Commission commune d'agrément qui assure l'actualisation de ces données.

Le secrétariat conserve un inventaire permanent en la matière et met cette liste à la disposition des guichets uniques.

§ 3. A cet effet, les services compétents des Parties contractantes sont tenus de fournir aux guichets uniques les instructions et le soutien nécessaires.

§ 4. Chaque Partie contractante fournit, pour ce qui est de ses compétences, et en concertation avec les guichets uniques, les informations requises et organise un helpdesk en vue de soutenir les guichets.

§ 5. Dans leurs relations avec les guichets uniques, les services compétents des Parties contractantes n'exigent ni procuration, ni formalités particulières pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Contrôle et surveillance

Art. 8. § 1^{er}. Chaque Partie contractante est responsable du contrôle et de la surveillance de la bonne exécution des missions spécifiques qu'elle a confiées aux guichets uniques.

§ 2. Le Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie est en outre chargé, compte tenu des accords conclus au sein de la Commission commune d'agrément créée par l'article 6 du présent accord de coopération, du contrôle et de la surveillance du respect des conditions communes et horizontales d'agrément; il coordonne aussi l'organisation des contrôles et des visites par les Parties contractantes.

A cette fin, chaque Partie contractante désigne, en son sein, un point de contact unique qui est l'interface entre les administrations concernées et les services du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

Sauf en cas d'extrême urgence, tout contrôle ou visite fait l'objet d'une notification préalable au secrétariat de la Commission commune d'agrément.

Les rapports d'enquêtes sont transmis sans délai au SPF précité et au secrétariat de la Commission commune d'agrément.

Financement

Art. 9. § 1^{er}. Chaque Partie au présent accord de coopération peut fixer, après concertation au sein de la Commission commune d'agrément visée à l'article 6, le tarif des actes administratifs du guichet unique et détermine les rémunérations que les guichets uniques reçoivent en contrepartie de leurs prestations de service. Les charges pour les demandeurs doivent être raisonnables et proportionnées aux coûts des procédures en question et ne pas dépasser les coûts des procédures.

§ 2. Chacune des Parties contractantes conserve la compétence de prévoir un financement alternatif ou complémentaire des guichets uniques dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique.

*CHAPITRE 4. — Obligation d'information**Généralités*

Art. 10. § 1^{er}. Afin de satisfaire aux dispositions de l'article 7 de la directive services, un catalogue des produits commun et un site web sont développés par l'Autorité fédérale, en concertation et en collaboration avec les autres Parties liées par cet accord de coopération.

§ 2. Les Parties liées par cet accord de coopération veillent à ce que, via ces canaux, les informations suivantes soient aisément accessibles pour les prestataires de services et les destinataires :

a) les exigences qui s'appliquent aux prestataires de services établis sur leur territoire, en particulier les exigences en matière de procédures et de formalités qui doivent être réglées afin d'obtenir l'accès aux activités de service et de les exercer;

b) les coordonnées des autorités compétentes permettant d'entrer en contact directement avec elles, y compris celles des autorités compétentes en matière d'exercice des activités de services;

c) les moyens et conditions donnant accès aux registres et banques de données publics qui contiennent des données sur les prestataires de services et les services;

d) les voies de recours généralement disponibles en cas de litige entre les instances compétentes et le prestataire de services ou le destinataire, entre un prestataire de services et un destinataire ou entre des prestataires de services;

e) les adresses des associations ou organisations, autres que les instances compétentes, qui peuvent assister les prestataires de services ou les destinataires.

§ 3. Les Parties contractantes veillent au caractère précis et univoque des informations visées au § 2 ainsi qu'à leur actualisation.

§ 4. Les informations visées seront mises à disposition, de manière graduelle, dans les langues suivantes : le français, le néerlandais, l'allemand et l'anglais.

Catalogue des produits

Art. 11. § 1^{er}. Le catalogue des produits directive services contient des informations structurées relatives :

– à l'ensemble des procédures, autorisations, obligations et exigences qui relèvent du champ d'application de la directive services;

– aux procédures, autorisations, obligations et exigences qui ne relèvent pas strictement du champ d'application de la directive services mais dont la Partie compétente estime qu'il est préférable de communiquer les informations concernées aux prestataires de services;

– aux associations et organisations, autres que les instances compétentes, qui peuvent assister les prestataires de services ou les destinataires.

§ 2. Chacune des Parties contractantes est responsable, s'agissant de ses compétences, de la fourniture et de l'actualisation des informations visées au § 1^{er}.

Ces informations sont fournies dans au moins deux des langues citées à l'article 10, § 4.

L'Autorité fédérale assume la coordination générale et se charge de la traduction graduelle vers les deux autres langues.

§ 3. Les informations figurant dans le catalogue des produits seront proposées sur le site commun par l'intermédiaire d'un moteur de recherche.

Par ailleurs, ces informations structurées pourront être réutilisées gratuitement par :

- chacune des Parties liées par cet accord, ainsi que les autorités locales;
- les guichets uniques visés à l'article 5;
- toutes les institutions, organisations ou associations publiques ou privées, qui souhaitent mettre gratuitement à disposition les informations concernées, moyennant mention de la source.

L'usage commercial des informations figurant dans le catalogue des produits est permis moyennant le consentement de toutes les Parties concernées et la fermeture de la licence visée à l'article 13, § 1^{er}, deuxième alinéa.

§ 4. Les Parties s'engagent à s'assurer que les informations des différentes Parties requises par le site commun puissent être échangées via des protocoles électroniques de sorte qu'elles puissent être complétées et actualisées de manière automatisée à partir du système de connaissances des différentes Parties.

Site web commun

Art. 12. § 1^{er}. Afin de satisfaire à l'obligation de la directive services, l'Autorité fédérale élaborera le site www.business.belgium.be

§ 2. Toute Partie contractante peut, dès qu'elle l'estime utile, prendre une initiative similaire et recourir, pour ce faire, aux informations disponibles dans le catalogue des produits visé à l'article 13.

Comité de rédaction

Art. 13. § 1^{er}. Un Comité de rédaction accompagnera l'implémentation et la gestion du catalogue des produits et du volet commun « Directive services ».

Ce Comité de rédaction est en outre chargé de rédiger une licence modèle destinée à l'usage commercial des informations mentionnées dans le catalogue des produits et de rédiger les règles régissant la répartition des revenus en proportion du total des frais supportés par chaque Partie dans la création et l'entretien de ce catalogue.

Les décisions concernant la rédaction d'une licence modèle, ainsi que les règles relatives à la répartition des recettes éventuelles sont prises par consensus par les Parties contractantes qui disposent chacune d'une voix.

§ 2. – Le Comité de rédaction est composé de :

- représentants des différentes Parties contractantes;
- deux représentants des pouvoirs locaux et provinciaux;
- deux représentants des guichets d'entreprises visés dans l'article 5.

Le Comité de rédaction est présidé par le représentant de l'Autorité fédérale.

Au sein du Comité de rédaction, des groupes de travail peuvent être constitués et chargés d'une mission spécifique.

Art. 14. En plus des activités mentionnées dans ce chapitre, chacune des Parties liées par cet accord bénéficie de la liberté de prendre des initiatives, telles que l'organisation d'un helpdesk propre, en vue d'améliorer le climat d'investissement ou d'apporter un soutien aux prestataires de services.

A des fins de clarté, le logo européen des guichets uniques sera réservé aux guichets uniques visés au chapitre 3.

CHAPITRE 5. — *Simplification et utilisation des applications informatiques*

Collecte unique de données

Art. 15. § 1^{er}. Les Parties liées par le présent accord s'engagent à ne réclamer auprès des prestataires de services aucune information, attestation, donnée ou aucun document qui serait déjà disponible auprès de l'une des autres Parties.

Dans la mesure du possible, ces informations sont échangées par voie électronique entre les Parties.

§ 2. Chaque Partie veille à ce que les registres des prestataires de services qu'elle gère et qui peuvent être consultés puissent également être consultés aux mêmes conditions par les services des autres Parties.

§ 3. Tous les accès aux registres ou tout échange d'informations en exécution du présent chapitre doivent se dérouler dans le respect de la réglementation en matière de protection de la vie privée.

Accès à la Banque-Carrefour des entreprises

Art. 16. § 1^{er}. Les Parties au présent accord acceptent d'utiliser la Banque-Carrefour des entreprises comme banque de données de référence pour la mise en œuvre de la directive services.

§ 2. Moyennant le respect des règles d'accès en vigueur, l'Autorité fédérale met la Banque-Carrefour des entreprises à la disposition des autres Parties associées au présent accord, via l'interface web de la BCE, via l'utilisation des services web de la BCE ou via des extraits de modifications.

Les Parties pourront également obtenir, de manière automatisée et dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa précédent, les données inscrites dans la Banque-Carrefour des entreprises qui répondent à des critères qu'elles auront préalablement sélectionnés.

§ 3. De la même façon, l'accès à la Banque-Carrefour des entreprises sera aussi octroyé aux administrations provinciales et locales.

Art. 17. Moyennant le respect des règles d'accès applicables, la Banque-Carrefour des entreprises est mise à disposition par l'Autorité fédérale afin de permettre à l'ensemble des services publics belges de supprimer des obligations d'inscription ou d'enregistrement superflues, sans perdre les informations nécessaires.

Identification des prestataires de services

Art. 18. § 1^{er}. Toutes les administrations, tous les services des Parties au présent accord de coopération, ainsi que ceux des autorités provinciales et locales, peuvent identifier dans la Banque-Carrefour des entreprises tout prestataire de services qui ne disposerait pas encore d'un numéro d'entreprise, et ce, dès sa première demande formelle d'autorisation, licence, agrément relevant du champ d'application de la directive services. Ces administrations et services s'engagent en outre à utiliser le numéro d'entreprise dans tous les contacts ultérieurs avec l'intéressé ou avec d'autres services.

Les Parties peuvent décider, en concertation avec la Banque-Carrefour des entreprises, de confier l'identification de nouvelles entreprises à une ou plusieurs instances.

§ 2. Dans le cadre de cette identification, ils respectent les règles et instructions de la Banque-Carrefour des entreprises, et en particulier celles relatives aux données d'identification minimales requises ainsi que celles qui sont destinées à éviter la création de doubles inscriptions.

Enregistrement des licences, agréments et autorisations

Art. 19. § 1^{er}. Afin d'offrir à tout moment au prestataire de services qui dispose d'un numéro d'entreprise, aux guichets d'entreprises et aux services concernés, l'accès au statut des demandes d'autorisation, d'agrément et de licences relevant du champ d'application de la directive service, l'Autorité fédérale met un module à la disposition de toutes les Parties associées au présent accord et des autorités locales et provinciales.

Ce module est lié à la Banque-Carrefour des entreprises. Il est accessible via l'interface web ou les services web de la Banque-Carrefour des entreprises, moyennant le respect des règles d'accès à la Banque-Carrefour des entreprises.

§ 2. Les guichets d'entreprises et l'ensemble des services des Parties au présent accord s'engagent, endéans un calendrier à déterminer en collaboration avec la Banque-Carrefour des entreprises, à introduire dans ce module toutes les demandes de licences, d'autorisation, d'agréments relevant du champ d'application de la directive, le statut de ces demandes, ainsi que leur décision finale (octroi ou refus).

§ 3. Tous les services compétents des Parties associées au présent accord de coopération ainsi que ceux des autorités locales et provinciales sont considérés, pour ce qui relève de leurs compétences, comme initiateurs des données relatives aux licences, agréments ou autorisations qu'ils octroient.

Chaque Partie associée au présent accord, à l'exception de l'Autorité fédérale, désigne un seul coordinateur de données, qui désigne les gestionnaires de données pour les données inscrites dans la Banque-Carrefour des entreprises sous leur contrôle ou leur surveillance.

La composition du Comité créé par l'arrêté royal du 13 février 2006 et chargé de la qualité des données de la Banque-Carrefour des entreprises et de son fonctionnement est élargie à :

- des représentants des différentes Parties contractantes. Chaque Partie dispose d'une voix.
- deux représentants des pouvoirs locaux et provinciaux.

Le bureau du Comité précité, visé à l'article 7 de l'arrêté royal du 13 février 2006, est élargi à 5 délégués à choisir parmi les représentants désignés à l'alinéa précédent.

§ 4. Une même représentation sera prévue pour chaque comité qui remplacera à l'avenir le comité susmentionné établi par l'article 7 de l'arrêté royal du 13 février 2006.

CHAPITRE 6. — *Coopération administrative*

Généralités

Art. 20. § 1^{er}. L'obligation de coopération administrative entre Etats membres imposée par le chapitre VI de la directive services, est mise en oeuvre à travers un réseau d'échanges d'informations développé par les services de la Commission de l'Union européenne (système IMI).

§ 2. La participation des autorités belges au module relatif à la directive service du système IMI se fera conformément à la délibération en Comité Marché Intérieur de la Commission économique interministérielle.

§ 3. Les principes de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, sont d'application.

§ 4. Les informations échangées ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été demandées.

Echanges d'information via le système IMI

Art. 21. § 1^{er}. Sur demande motivée d'une autorité compétente d'un autre Etat membre et selon les modalités de fonctionnement du système IMI, l'autorité compétente belge, dans la limite de sa compétence, dans les meilleurs délais et via le système IMI :

- communique toute information pertinente dont elle dispose concernant un prestataire et/ou ses services;
- effectue les vérifications, inspections, enquêtes concernant un prestataire de services et/ou ses services;
- communique les décisions définitives relatives à des sanctions disciplinaires ou administratives qui concernent directement les compétences du prestataire ou sa fiabilité professionnelle, conformément aux règles fixées par les législations ou réglementations particulières pour une telle transmission. La communication mentionne les dispositions légales ou réglementaires enfreintes;
- communique également, dans les limites de ses compétences et conformément au Livre II, Titre VII, Chapitre I^{er}, du Code d'instruction criminelle, les informations relatives à des sanctions pénales définitives qui concernent directement les compétences du prestataire ou sa fiabilité professionnelle ainsi que tout jugement définitif concernant l'insolvabilité au sens de l'Annexe A du Règlement CE 1346/2000, ou la faillite frauduleuse d'un prestataire. La communication mentionne les dispositions légales ou réglementaires enfreintes.

§ 2. L'autorité belge compétente qui désire qu'une autorité compétente d'un autre Etat membre lui communique des informations ou procède à des vérifications, inspections ou enquêtes concernant un prestataire ou ses services, lui adresse une demande motivée selon les modalités de fonctionnement du système IMI.

Accès aux registres des autorités belges

Art. 22. Chaque entité veille à ce que les registres dans lesquels les prestataires sont inscrits et qui peuvent être consultés par les autorités belges compétentes puissent aussi être consultés, dans les mêmes conditions, par les autorités compétentes équivalentes des autres Etats membres.

Chaque autorité détenant un tel registre remplira le questionnaire élaboré par les services de la Commission de l'Union européenne pour alimenter la banque de données sur les registres créée dans le système IMI.

Mécanisme d'alerte

Art. 23. § 1^{er}. Lorsque l'autorité belge compétente prend connaissance d'un comportement, de faits graves et précis ou de circonstances en rapport avec un prestataire ou une activité de service, susceptibles de causer un préjudice grave pour la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement, elle déclenche l'alerte selon les modalités du système IMI.

§ 2. Lorsqu'une alerte doit être modifiée ou n'est plus justifiée, l'autorité belge compétente informe des changements ou propose la clôture de l'alerte selon les modalités du système IMI.

Dérogation dans des cas individuels

Art. 24. L'autorité belge compétente qui envisage d'adopter des mesures pour assurer la sécurité des services prestés en Belgique en application de l'article 18 de la directive services adresse une demande à l'autorité compétente de l'Etat membre d'établissement en fournissant toutes les informations pertinentes sur le service en cause et les circonstances de l'espèce selon les modalités du système IMI.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales**Organe de concertation central « Directive services »*

Art. 25. § 1^{er}. Un Organe de concertation central « Directive services » est créé. Celui-ci est composé de membres des différentes Parties contractantes, dont les représentants des membres des Gouvernements en charge de l'Economie, des PME et des Indépendants.

Chaque Partie contractante dispose d'une voix.

§ 2. Les représentants des Ministres ou des Secrétaires d'Etat peuvent se faire assister ou se faire remplacer par un fonctionnaire mandaté lors des réunions de l'Organe de concertation central « Directive services ».

§ 3. La présidence et le secrétariat de cet Organe de concertation central « Directive services » sont assurés par un des représentants de l'Autorité fédérale.

§ 4. L'Organe de concertation central « Directive services » est convoqué à l'initiative de la présidence ou chaque fois qu'une des Parties associées à cet accord de coopération le demande.

§ 5. L'Organe de concertation central « Directive services » veille à la bonne exécution de cet accord de coopération et délibère par consensus le cas échéant sur les propositions nécessaires pour adapter celui-ci.

Art. 26. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 27. Les éventuels litiges parmi les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cet accord de coopération seront tranchés au sein de l'Organe de concertation central mentionné ci-dessus ou, à défaut de solution, au sein du Comité de concertation.

Les dispositions de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, seront d'application à défaut de solution au sein du Comité de concertation.

Art. 28. A l'égard des Parties, cet accord de coopération entrera en vigueur après approbation par tous les Gouvernements concernés et signature par les Parties.

Après approbation par toutes les Parties, l'accord sera publié dans les trois langues nationales au *Moniteur belge* par le Secrétariat central du Comité de concertation.

Bruxelles, le 17 juillet 2013, en neuf exemplaires originaux (en français, en néerlandais et en allemand).

Pour l'Etat fédéral :

Le Premier Ministre,
E. DI RUPO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord,
J. VANDE LANOTTE

La Ministre des Classes moyennes, des P.M.E., des Indépendants et de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre du Budget et de la Simplification administrative,
O. CHASTEL

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand
et Ministre de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,
K. PEETERS

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone et Ministre des Pouvoirs locaux,
K.-H. LAMBERTZ

Pour la Commission communautaire commune :

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,
R. VERVOORT

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand
et Ministre de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,
K. PEETERS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région wallonne,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président du Gouvernement de la Région wallonne
et Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,
chargé de l'Emploi, de l'Economie, du Commerce extérieur et de la Recherche scientifique,
C. FREMAULT

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président du Collège de la Commission communautaire française,
Ch. DOULKERIDIS

Bruxelles, le 4 avril 2014.

Le Président,

Le Secrétaire,

Le Greffier,

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne et promulgue le décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 17 juillet 2013 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

Bruxelles, le 24 avril 2014.

Christos DOULKERIDIS
Ministre-Président du Collège

Rudi VERVOORT
Membre du Collège

Evelyne HUYTEBROECK
Membre du Collège

MADRANE
Membre du Collège

Céline FREMAULT
Membre du Collège

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31099]

24 APRIL 2014. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 17 juli 2013 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaams Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de implementatie van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt

De vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, het College, verkondigen en bekrachtigen hetgeen volgt :

De vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie

heeft aangenomen :

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, bepaalde aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 17 juli 2013 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de implementatie van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt.

Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de implementatie van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt

Aanhef

Gelet op artikelen 1, 39 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en van 16 juli 1993, inzonderheid artikel 92 bis, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid artikel 42 en 63, gewijzigd door de bijzondere wet van 5 mei 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55bis;

Gelet op de richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt;

Overwegende dat de Partijen de provincies en de gemeenten bij de samenwerking wensen te betrekken,

Tussen :

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van de heer E. Di Rupo, Eerste Minister, de heer J. Vande Lanotte, Vice-Eerste Minister en Minister van Economie, Consumenten en Noordzee, Mevr. S. Laruelle, Minister van Middenstand, K.M.O's, Zelfstandigen en Landbouw, en de heer O. Chastel, Minister van Begroting en Administratieve Vereenvoudiging;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de heer K. Peeters, Minister-President van de Vlaamse Regering, en Minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Plattelandsbeleid;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Franse Gemeenschapsregering, in de persoon van de heer R. Demotte, Minister-President van de Franse Gemeenschapsregering;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Duitstalige Gemeenschapsregering, in de persoon van de heer K.-H. Lambertz, Minister-President van de Duitstalige Gemeenschap en Minister voor Lokale Besturen;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in de persoon van de heer R. Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de heer Kris Peeters, Minister-President van de Vlaamse Regering, en Minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Plattelandsbeleid;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Gewestregering, in de persoon van de heer R. Demotte, Minister-President van de Waalse Gewestregering, en de heer J.-C. Marcourt, Vice-President en Minister van Economie, KMO's, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën;

Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van de heer R. Vervoort, Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, en mevrouw C. Fremault, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Buitenlandse Handel en Wetenschappelijk Onderzoek;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie, in de persoon van de heer C. Doulkeridis, Minister-President van het College van de Franse Gemeenschapscommissie; Hierna gezamenlijk de Partijen genoemd,
Wordt overeengekomen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleiding*

Doelstelling en voorwerp

Artikel 1. § 1. Dit samenwerkingsakkoord heeft tot doel gedeeltelijk uitvoering te geven aan de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt.

§ 2. Dit samenwerkingsakkoord is rechtstreeks toepasselijk op het grondgebied van alle bij dit akkoord betrokken Partijen.

Behoudens andersluidende bepalingen doet dit samenwerkingsakkoord geen afbreuk aan de geldende wetgeving van iedere Partij bij dit akkoord.

Definities

Art. 2. In dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° « Dienstenrichtlijn » : De Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt;

2° “Dienstverrichter” : iedere natuurlijke persoon die onderdaan is van een lidstaat of iedere rechtspersoon in de zin van artikel 54 van het Verdrag, die in een lidstaat is gevestigd en een dienst aanbiedt of verricht die onder het toepassingsgebied van de dienstenrichtlijn valt;

3° « Afnemer » : iedere natuurlijke persoon die onderdaan is van een lidstaat of die rechten heeft die hem door communautaire besluiten zijn verleend, of iedere rechtspersoon in de zin van artikel 54 van het Verdrag die in een lidstaat is gevestigd en, al dan niet voor beroepsdoeleinden, van een dienst gebruik maakt of wil maken;

4° « Kruispuntbank van ondernemingen » : register zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen;

5° « Vergunning » : elke procedure die voor een dienstverrichter of afnemer de verplichting inhoudt bij een bevoegde instantie stappen te ondernemen ter verkrijging van een formele of stilzwijgende beslissing over de toegang tot of de uitoefening van een dienstenactiviteit.

HOOFDSTUK 2. — *Screening en rapportering*

Art. 3. Iedere Partij betrokken bij dit samenwerkingsakkoord is verantwoordelijk voor de correcte en volledige screening van zijn eigen regelgeving in uitvoering van de artikelen 5, 9, 10, 15, 16 en 25 van de dienstenrichtlijn en voor de rapportering bedoeld in de artikelen 15, zevende lid, en 39 van de dienstenrichtlijn.

Art. 4. Het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap zijn verantwoordelijk voor de coördinatie van de implementatie van de dienstenrichtlijn door de lokale en provinciale besturen waarover zij het administratief toezicht uitoefenen.

HOOFDSTUK 3. — *Één-loketten*

Algemeen

Art. 5. § 1. De taken van het één-loket, zoals omschreven in artikel 6, 7 en 8 van de dienstenrichtlijn, worden door de contracterende Partijen toegewezen aan de ondernemingsloketten, erkend in uitvoering van de wet van 16 januari 2003 houdende oprichting van de Kruispuntbank van ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen. De ondernemingsloketten zullen hierna voor wat betreft de in uitvoering van dit akkoord toegewezen taken « één-loketten » worden genoemd.

§ 2. Via de oprichting van een Gemeenschappelijke Erkenningcommissie, zoals bepaald in artikel 6 van dit samenwerkingsakkoord, krijgt iedere Partij inspraak bij de erkenning, de controle, het toezicht en eventuele intrekking of schorsing van de erkenning als één-loket.

§ 3. Bij wijze van overgangmaatregel worden de ondernemingsloketten die erkend werden op 9 september 2008, op basis van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, van rechtswege erkend als één-loket tot 31 december 2014 onder de voorwaarden die van toepassing waren op de dag van de erkenning.

Samenstelling en taken van de Gemeenschappelijke Erkenningcommissie

Art. 6. § 1. De Gemeenschappelijke Erkenningcommissie wordt samengesteld uit vertegenwoordigers van de verschillende contracterende Partijen. Iedere Partij beschikt over één stem.

§ 2. Het voorzitterschap en het secretariaat van de Gemeenschappelijke Erkenningcommissie wordt waargenomen door de Algemene Directie K.M.O.-beleid van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

§ 3. De Gemeenschappelijke Erkenningcommissie wordt belast met :

- het opstellen van een gemeenschappelijk lastenboek voor wat betreft de opdrachten toegewezen aan de ondernemingsloketten in uitvoering van dit samenwerkingsakkoord;
- het verstrekken van bindende adviezen over de erkenning, intrekking of schorsing van erkenning van de ondernemingsloketten voor wat betreft de taken als één-loket;
- het verlenen van advies betreffende de algemene horizontale coördinatie van de controle en het toezicht op de ondernemingsloketten, zonder dat hierdoor geraakt wordt aan de bevoegdheden ter zake van iedere Partij.

§ 4. De Gemeenschappelijke Erkenningcommissie beslist bij consensus.

De Partijen verplichten zich ertoe de beslissingen van het Comité na te leven en toe te passen.

Bij ontstentenis van beslissing wordt het dossier voorgelegd aan het Centraal Overlegorgaan « Dienstenrichtlijn » opgericht in toepassing van artikel 25 van dit samenwerkingsakkoord.

Bevoegdheden van de één-loketten

Art. 7. § 1. Iedere contracterende Partij bepaalt, binnen haar bevoegdheden, welke procedures, formaliteiten en vergunningen via de één-loketten kunnen worden afgewikkeld, met dien verstande dat die minimaal de procedures, formaliteiten en vergunningen moeten omvatten die onder het toepassingsgebied van de dienstenrichtlijn vallen.

Voor elk van de in het eerste lid bedoelde procedures, formaliteiten of vergunningen, bepaalt de bevoegde Partij de omvang van de opdracht van het één-loket en de verrichtingen die ter zake van het één-loket verwacht worden.

§ 2. Iedere Partij bezorgt de lijst van de in uitvoering van de vorige paragraaf toegewezen opdrachten aan het secretariaat van de Gemeenschappelijke Erkenningscommissie dat instaat voor de actualisering ervan.

Het secretariaat houdt ter zake een permanente inventaris bij en stelt deze lijst ter beschikking van de één-loketten.

§ 3. De bevoegde diensten van de contracterende Partijen verlenen de één-loketten de nodige instructies en ondersteuning.

§ 4. Iedere contracterende Partij bezorgt, voor wat betreft haar bevoegdheden, in overleg met de één-loketten, de vereiste informatie en organiseert een helpdesk om de loketten te ondersteunen.

§ 5. In hun relaties met één-loketten, vereisen de bevoegde diensten van de contracterende Partijen noch een lastgeving noch bijzondere vormvoorschriften voor het uitvoeren van de hen toegewezen taken.

Controle en toezicht

Art. 8. § 1. Iedere contracterende Partij is verantwoordelijk voor de controle en het toezicht op de goede uitvoering van de specifieke opdrachten die door haar aan de één-loketten worden opgedragen.

§ 2. De Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie wordt, rekening houdende met de afspraken gemaakt binnen de Gemeenschappelijke Erkenningscommissie opgericht bij artikel 6 van dit samenwerkingsakkoord, bovendien belast met de controle en het toezicht op de naleving van de horizontale en gemeenschappelijke

erkenningsvoorwaarden en coördineert eveneens de organisatie van de controles en bezoeken door de contracterende Partijen.

Daarvoor richt iedere contracterende Partij, intern, een uniek contactpunt op dat als tussenschakel zal fungeren tussen de betrokken administraties en de diensten van de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie.

Behalve in hoogdringende gevallen, maakt elke controle of bezoek het voorwerp uit van een voorafgaande kennisgeving aan het secretariaat van de Gemeenschappelijke Erkenningscommissie.

De onderzoeksverslagen worden onmiddellijk doorgestuurd naar het secretariaat van de Gemeenschappelijke Erkenningscommissie.

Financiering

Art. 9. § 1. Iedere Partij bij dit samenwerkingsakkoord kan, na overleg binnen de Gemeenschappelijke Erkenningscommissie bedoeld in artikel 6, de tarieven vaststellen van de administratieve handelingen van het één-loket en bepaalt de vergoedingen die de één-loketten als tegenprestatie voor hun dienstverlening mogen aanrekenen. De kosten

voor de aanvragers moeten redelijk en evenredig zijn met de kosten van de vergunningsprocedures in kwestie en mogen de kosten van de procedures niet overschrijden.

§ 2. Ieder van de contracterende Partijen behoudt de bevoegdheid te voorzien in een alternatieve of bijkomende financiering van de één-loketten in het kader van de uitvoering van haar beleid.

HOOFDSTUK 4. — Informatieplicht

Algemeen

Art. 10. § 1. Teneinde te voldoen aan artikel 7 van de dienstenrichtlijn worden door de Federale Overheid, in overleg en in samenwerking met de andere Partijen bij dit samenwerkingsakkoord, een gemeenschappelijke productencatalogus en website gebouwd.

§ 2. De Partijen betrokken bij dit samenwerkingsakkoord zien erop toe dat via deze kanalen de volgende informatie voor dienstverrichters en afnemers gemakkelijk toegankelijk is :

a) de eisen die voor de op hun grondgebied gevestigde dienstverrichters gelden, in het bijzonder de eisen inzake de procedures en formaliteiten die afgewikkeld moeten worden om toegang te krijgen tot dienstenactiviteiten en deze uit te oefenen;

b) de adresgegevens van de bevoegde instanties, waaronder die welke bevoegd zijn op het gebied van de uitoefening van dienstenactiviteiten, zodat rechtstreeks contact met hen kan worden opgenomen;

c) de middelen en voorwaarden om toegang te krijgen tot openbare registers en databanken met gegevens over dienstverrichters en diensten;

d) de rechtsmiddelen die algemeen voorhanden zijn bij geschillen tussen de bevoegde instanties en de dienstverrichter of afnemer, tussen een dienstverrichter en een afnemer of tussen dienstverrichters onderling;

e) de adresgegevens van de verenigingen of organisaties, anders dan de bevoegde instanties, waarvan dienstverrichters of afnemers praktische bijstand kunnen krijgen.

§ 3. De contracterende Partijen zien erop toe dat de informatie bedoeld in § 2 duidelijk en ondubbelzinnig is en dat deze actueel wordt gehouden.

§ 4. De bedoelde informatie zal gefaseerd ter beschikking worden gesteld in volgende talen : het Nederlands, het Frans, het Duits en het Engels.

Productencatalogus

Art. 11. § 1. De productencatalogus dienstenrichtlijn bevat gestructureerde informatie betreffende :

- alle procedures, vergunningen, verplichtingen en eisen die vallen onder het toepassingsgebied van de dienstenrichtlijn;
- de procedures, vergunningen, verplichtingen en eisen die niet strikt vallen onder het toepassingsgebied van de dienstenrichtlijn, maar waarvan de bevoegde Partij oordeelt dat het aangeraden is de betreffende informatie aan dienstverrichters mee te delen;
- de verenigingen en organisaties, andere dan de bevoegde instanties, waarvan dienstverrichters of afnemers praktische bijstand kunnen krijgen.

§ 2. Ieder van de contracterende Partijen is met betrekking tot haar bevoegdheden verantwoordelijk voor het aanleveren en actualiseren van de in § 1 vermelde informatie.

Deze informatie wordt aangeleverd in minstens twee van de in artikel 10, § 4, vermelde talen.

De Federale Overheid neemt de algemene coördinatie waar en staat in voor de gefaseerde vertaling naar de andere twee talen.

§ 3. De in de productencatalogus opgenomen informatie zal via een zoekmotor worden aangeboden op de gemeenschappelijke website. Daarnaast kan deze gestructureerde informatie gratis hergebruikt worden door :

- ieder van de bij deze overeenkomst betrokken Partijen, evenals de lokale en plaatselijke overheden;
- de één-loketten zoals bedoeld in artikel 5;
- alle publieke of private instellingen, organisaties of verenigingen die de betreffende informatie, mits bronvermelding, gratis ter beschikking wensen te stellen.

Commercieel gebruik van de in de productencatalogus opgenomen informatie is toegelaten mits instemming van alle betrokken Partijen en het afsluiten van de licentie bedoeld in artikel 13, § 1, tweede lid.

§ 4. De Partijen engageren zich om er voor te zorgen dat de informatie van de verschillende Partijen, nodig voor de gemeenschappelijke site, via elektronische protocols kan uitgewisseld worden zodat het aanvullen en actueel houden van de informatie geautomatiseerd kan verlopen vanuit de kennissysteem van de verschillende Partijen.

Gemeenschappelijke website

Art. 12. § 1. Teneinde te voldoen aan de verplichting van de dienstenrichtlijn wordt door de Federale Overheid de site www.business-belgium.be opgericht.

§ 2. Iedere contracterende Partij kan, wanneer zij dit nuttig acht, een soortgelijk initiatief nemen en hierbij gebruik maken van de informatie beschikbaar in de productencatalogus bedoeld in artikel 13.

Redactiecomité

Art. 13. § 1. De implementatie en het beheer van de productencatalogus en het gemeenschappelijk luik « Dienstenrichtlijn » worden begeleid door een Redactiecomité.

Dit Redactiecomité is eveneens belast met het opstellen van een modellicentie voor commercieel gebruik van de in de productencatalogus opgenomen informatie en het vastleggen van de regels betreffende de verdeling van de eventuele ontvangsten in verhouding tot het totaal van de door iedere Partij gedragen kosten bij de oprichting en het onderhoud van deze catalogus.

De beslissingen inzake het opstellen van een modellicentie, evenals de regels inzake de verdeling van de eventuele ontvangsten, worden genomen bij consensus door de contracterende Partijen die hierbij elk over één stem beschikken.

§ 2. Het Redactiecomité is samengesteld uit :

- vertegenwoordigers van de verschillende contracterende Partijen;
- twee vertegenwoordigers van de lokale en provinciale besturen;
- twee vertegenwoordigers van de één-loketten bedoeld in artikel 5.

Het Redactiecomité wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de Federale Overheid.

Binnen het Redactiecomité kunnen werkgroepen opgericht worden belast met een specifieke opdracht.

Art. 14. Ieder van de bij dit akkoord betrokken Partijen is vrij naast de in dit hoofdstuk vermelde activiteiten eigen initiatieven te nemen, zoals het opzetten van een eigen helpdesk, ter bevordering van het investeringsklimaat of ter ondersteuning van dienstverrichters.

Het Europese logo voor de één-loketten zal omwille van de duidelijkheid worden voorbehouden voor de in hoofdstuk 3 bedoelde één-loketten.

*HOOFDSTUK 5. — Vereenvoudiging en gebruik informaticatoepassingen**Unieke gegevensinzameling*

Art. 15. § 1. De bij dit akkoord betrokken Partijen verbinden zich er toe bij dienstverrichters geen informatie, attesten, stukken of gegevens op te vragen die reeds beschikbaar zijn bij één van de andere Partijen.

Waar mogelijk wordt deze informatie tussen de Partijen elektronisch uitgewisseld.

§ 2. Elke Partij zorgt ervoor dat de registers van dienstverrichters die zij beheren en die kunnen geconsulteerd worden, onder dezelfde voorwaarden ook door de diensten van de andere Partijen kunnen geraadpleegd worden.

§ 3. Alle toegangen tot registers of uitwisseling van informatie in uitvoering van dit hoofdstuk dient te gebeuren met respect van de regelgeving inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Toegang tot de Kruispuntbank van ondernemingen

Art. 16. § 1. De Partijen betrokken bij deze overeenkomst zijn akkoord om de Kruispuntbank van ondernemingen te gebruiken als referentiedatabank voor de uitvoering van de dienstenrichtlijn.

§ 2. De Federale Overheid stelt, mits naleving van de geldende toegangsregels, de Kruispuntbank van ondernemingen ter beschikking van de andere bij deze overeenkomst betrokken Partijen, en dit via de KBO-webinterface, via het gebruik van de KBO-webservices of via KBO wijzigextracten.

Onder dezelfde voorwaarden zoals voorzien in de vorige alinea, kunnen de Partijen eveneens op een geautomatiseerde wijze toegang bekomen tot de gegevens ingeschreven in de Kruispuntbank van ondernemingen die voldoen aan criteria die zij voorafgaandelijk

geselecteerd hebben.

§ 3. Op dezelfde wijze zal eveneens toegang worden verleend tot de Kruispuntbank van ondernemingen aan de lokale en provinciale besturen.

Art. 17. Teneinde alle Belgische overheidsdiensten toe te laten overbodige inschrijvings- of registratieverplichtingen af te schaffen, zonder de noodzakelijke informatie te verliezen, zal de Federale Overheid de Kruispuntbank van ondernemingen ter beschikking stellen, mits de geldende toegangsregels nageleefd worden.

Art. 18. Identificatie dienstverrichters

§ 1. Alle besturen en diensten van de bij dit samenwerkingsakkoord betrokken Partijen, evenals deze van de lokale en provinciale overheden kunnen elke dienstverrichter, die nog niet over een ondernemingsnummer beschikt, bij de eerste formele aanvraag van een

vergunning, toelating of erkenning die valt onder het toepassingsgebied van de dienstenrichtlijn identificeren in de Kruispuntbank van ondernemingen. Deze besturen en diensten verbinden zich er toe het ondernemingsnummer te gebruiken in alle verdere contacten met betrokkene of met andere diensten.

De Partijen kunnen, in overleg met de Kruispuntbank voor ondernemingen, beslissen de identificatie van nieuwe ondernemingen toe te vertrouwen aan één of meerdere instanties.

§ 2. Bij deze identificatie leven ze de regels en onderrichtingen van de Kruispuntbank voor ondernemingen na, in het bijzonder deze met betrekking tot de vereiste minimale identificatiegegevens en deze inzake het vermijden van de creatie van dubbele inschrijvingen.

Registratie vergunningen, erkenningen en toelatingen

Art. 19. § 1. Teneinde de dienstverrichter die beschikt over een ondernemingsnummer, de ondernemingsloketten en de betrokken diensten op elk moment toegang te verlenen tot de status van de vergunning-, toelating- of erkenningaanvragen vallende onder het

toepassingsgebied van de dienstenrichtlijn wordt door de Federale Overheid een module ter beschikking gesteld aan alle bij deze overeenkomst betrokken Partijen en aan de lokale en provinciale autoriteiten.

Deze module is verbonden aan de Kruispuntbank van ondernemingen. Ze is toegankelijk via de webinterface of via de webservices van de Kruispuntbank van ondernemingen, mits naleving van de toegangsregels tot de Kruispuntbank van ondernemingen.

§ 2. De ondernemingsloketten en alle diensten van de bij deze overeenkomst betrokken Partijen verbinden zich er toe binnen een met de Kruispuntbank van ondernemingen af te spreken tijds kader de basisinformatie m.b.t. alle vergunning-, toelating- of erkenningaanvragen behorende tot het toepassingsgebied van de dienstenrichtlijn, de

status van deze aanvragen, evenals de finale beslissing (toekenning of weigering) in te voeren in deze module.

§ 3. Ieder van de bevoegde diensten van de bij dit samenwerkingsakkoord betrokken Partijen, evenals deze van de lokale en provinciale overheden wordt, voor wat betreft zijn bevoegdheden, beschouwd als gegevensinitiator voor de informatie betreffende de vergunningen, erkenningen of toelatingen die hij uitreikt.

Iedere bij deze overeenkomst betrokken Partij met uitzondering van de Federale Overheid, duidt één gegevenscoördinator aan, die instaat voor de aanduiding van de gegevensbeheerders van de gegevens die onder hun controle of toezicht worden ingeschreven in de Kruispuntbank van ondernemingen.

Het Comité, opgericht bij koninklijk besluit van 13 februari 2006, dat belast is met de kwaliteit van de gegevens van de Kruispuntbank van ondernemingen en de werking ervan, wordt uitgebreid met :

– vertegenwoordigers van de verschillende contracterende Partijen.

Elke Partij beschikt over één stem.

- twee vertegenwoordigers van de lokale en provinciale besturen.

Het bureau van het voornoemde Comité, vermeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 13 februari 2006, wordt uitgebreid met vijf afgevaardigden aan te duiden onder de in het vorige lid aangeduide vertegenwoordigers.

§ 4. Eenzelfde vertegenwoordiging zal worden voorzien in ieder comité dat het bovenvermelde comité, opgericht bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 13 februari 2006, in de toekomst zou vervangen.

*HOOFDSTUK 6. — Administratieve samenwerking**Algemeen*

Art. 20. § 1. De door hoofdstuk VI van de dienstenrichtlijn opgelegde administratieve samenwerkingsplicht tussen lidstaten wordt gerealiseerd via het door de diensten van de Europese Commissie ontwikkeld systeem voor informatie-uitwisseling (IMI-systeem).

§ 2. De deelname van de Belgische autoriteiten aan de module IMI zoals voorzien in de dienstenrichtlijn zal georganiseerd worden zoals afgesproken in het Comité Interne Markt van de Interministeriële Economische Commissie.

§ 3. De principes van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zijn van toepassing.

§ 4. De uitgewisselde gegevens mogen enkel gebruikt worden voor de doeleinden waarvoor ze opgevraagd werden.

Informatie-uitwisseling via het IMI-systeem

Art. 21. § 1. Op gemotiveerd verzoek van een bevoegde autoriteit van een andere lidstaat en volgens de procedures van het IMI-systeem zal de Belgische bevoegde autoriteit, binnen de perken van haar bevoegdheid, zo snel mogelijk via het IMI-systeem :

- alle beschikbare relevante informatie over een dienstverrichter en/of zijn diensten meedelen;
- de controles, inspecties en onderzoeken over een dienstverlener en/of zijn diensten uitvoeren;
- de definitieve beslissingen over tuchtrechtelijke of administratieve maatregelen meedelen die rechtstreeks van betekenis zijn voor de bekwaamheid of de professionele betrouwbaarheid van de dienstverrichter, conform de voorschriften van de wetten of de bijzondere wettelijke regelingen die voor een dergelijke overdracht zijn bepaald. In de mededeling wordt vermeld welke wettelijke of reglementaire bepalingen overtreden werden;
- daarnaast, binnen de perken van haar bevoegdheden en conform Boek II, Titel VII, Hoofdstuk I van het Wetboek van Strafvordering, de informatie met betrekking tot definitieve strafrechtelijke sancties meedelen die rechtstreeks van betekenis zijn voor de bekwaamheid of de professionele betrouwbaarheid van de dienstverrichter, alsook elke definitieve uitspraak betreffende insolventie zoals bepaald in Bijlage A van EG-verordening 1346/2000, of bedrieglijk faillissement van een dienstverlener. In de mededeling wordt vermeld welke wettelijke of reglementaire bepalingen overtreden werden.

§ 2. Wanneer een bevoegde Belgische autoriteit wenst dat een bevoegde autoriteit van een andere lidstaat informatie verstrekt of controles, inspecties of onderzoeken uitvoert met betrekking tot een dienstverrichter of zijn diensten, stuurt ze aan deze autoriteit een

gemotiveerd verzoek conform de procedures van het IMI-systeem.

Toegang tot de registers van de Belgische autoriteiten

Art. 22. Elke overheid zorgt ervoor dat de registers van dienstverrichters waarin de Belgische autoriteiten inzage hebben, onder dezelfde voorwaarden ook door de overeenstemmende bevoegde autoriteiten van de andere lidstaten ingekeken kunnen worden.

Elke autoriteit die over een dergelijk register beschikt, dient de vragenlijst in te vullen die door de diensten van de Commissie van de Europese Unie werd opgesteld om de in het IMI-systeem gecreëerde databank aan te vullen.

Alarmmechanisme

Art. 23. § 1. Wanneer de bevoegde Belgische autoriteit welbepaalde ernstige zaken of feiten met betrekking tot een dienstverlener of een dienstactiviteit verneemt die de gezondheid of de veiligheid van personen of van het milieu grote schade kunnen toebrengen, slaat zij

alarm volgens de procedures van het IMI-systeem.

§ 2. Wanneer een alarm gewijzigd moet worden of wanneer het niet meer vereist is, meldt de bevoegde Belgische autoriteit de veranderingen of stelt ze de beëindiging van het alarm voor volgens de procedures van het IMI-systeem.

Afwijking in individuele gevallen

Art. 24. Wanneer een bevoegde Belgische autoriteit maatregelen wil nemen om de veiligheid van de in België verrichte diensten te waarborgen op grond van artikel 18 van de dienstenrichtlijn, richt ze een verzoek tot de bevoegde autoriteit van de lidstaat van vestiging en verstrekt ze daarbij alle relevante informatie over de dienst in kwestie en de betreffende omstandigheden volgens de procedures van het IMI-systeem.

HOOFDSTUK 7. — Slotbepalingen*Centraal Overlegorgaan « Dienstenrichtlijn »*

Art. 25. § 1. Er wordt een Centraal Overlegorgaan « Dienstenrichtlijn » opgericht. Dit Orgaan bestaat uit leden van de verschillende contracterende Partijen, waaronder de vertegenwoordigers van de Regeringsleden bevoegd voor Economie, K.M.O.'s en Zelfstandigen.

Iedere contracterende Partij beschikt over één stem.

§ 2. De vertegenwoordigers van de Ministers of Staatssecretarissen kunnen zich op de vergaderingen van het Centraal Overlegorgaan « Dienstenrichtlijn » laten bijstaan of vervangen door een gemandateerde ambtenaar.

§ 3. Het voorzitterschap en het secretariaat van dit Centraal Overlegorgaan « Dienstenrichtlijn » wordt waargenomen door een van de vertegenwoordigers van de Federale Overheid.

§ 4. Het Centraal Overlegorgaan « Dienstenrichtlijn » wordt samengeroepen op initiatief van het voorzitterschap of telkens wanneer één van de bij dit samenwerkingsakkoord betrokken Partijen daarom verzoekt.

§ 5. Het Centraal Overlegorgaan « Dienstenrichtlijn » waakt over de goede uitvoering van dit samenwerkingsakkoord en beraadslaagt bij consensus in voorkomend geval over de noodzakelijke voorstellen tot aanpassing ervan.

Art. 26. Dit samenwerkingsakkoord wordt voor onbepaalde duur gesloten.

Art. 27. Eventuele geschillen onder de contracterende Partijen over de interpretatie of de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden in het bovenvermeld Centraal Overlegorgaan beslecht of, indien daar geen oplossing wordt gevonden, binnen het Overlegcomité.

De bepalingen van artikel 92bis, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zijn van toepassing indien ook in het Overlegcomité geen oplossing wordt gevonden.

Art. 28. Ten aanzien van de Partijen treedt dit samenwerkingsakkoord in werking na goedkeuring door al de betrokken Regeringen en ondertekening door de Partijen.

Na goedkeuring door alle Partijen wordt het, door de Centrale Secretarie van het Overlegcomité, in de drie nationale talen in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Brussel, op 17 juli 2013, in negen originele exemplaren (Nederlands, Frans en Duits).

Voor de Federale Staat :

De Eerste Minister,
E. DI RUPO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie, Consumenten en Noordzee,
J. VANDE LANOTTE

Minister van Middenstand, K.M.O.'s, Zelfstandigen en Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Begroting en Administratieve Vereenvoudiging,
O. CHASTEL

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Minister-President van de Vlaamse Regering
en Minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Plattelandsbeleid,
K. PEETERS

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President van de Franse Gemeenschapsregering,
R. DEMOTTE

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President van de Duitstalige Gemeenschapsregering en Minister voor Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,
R. VERVOORT

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister-president van de Vlaamse Regering
en Minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Plattelandsbeleid,
K. PEETERS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President van de Waalse Gewestregering,
R. DEMOTTE

De Vice-President van de Waalse Gewestregering
en Minister van Economie, KMO's, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Tewerkstelling, Economie, Buitenlandse Handel en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. C. FREMAULT

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
Ch. DOULKERIDIS

Brussel, 4 april 2014.

De Voorzitter,

De Secretaris,

De Griffier,

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt en kondigt af het decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 17 juli 2013 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, De Franse Gemeenschap, de Duitse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake de tenuitvoerlegging van de Richtlijn 2006/123/CE van het Europees Parlement en van de Raad van 12 december 2006 inzake de diensten in de interne markt.

Brussel, 24 april 2014.

Christos DOULKERIDIS
Minister-President van het College

Rudi VERVOORT
Lid van het College

Evelyne HUYTEBROECK
Lid van het College

MADRANE
Lid van het College

Céline FREMAULT
Lid van het College